

Démocratie directe

Journal d'information locale des syndicats CNT du Mans et de la Sarthe

Numéro: 2



1er Mai mois du Muguet
Mai fais ce qu'il te plaît
Aujourd'hui pas vraiment
Car Gouvernement mécréant
1968 1er Mai libération
Pour toutes générations
Droit à la liberté
De vivre, de s'exprimer
1er Mai pour Hommes et Femmes
Engagé-es dans les mêmes flammes
1er Mai des Travailleuses et
Travailleurs
Pour un avenir et monde meilleur
1er Mai sang versé, balles tirées
Mais congés payés rallongés
1er Mai contraception et liberté
corporelle
Mais aujourd'hui Femmes exploitées
éternelles
1er Mai pamphlets et Poèmes
Pour dire à quel point on aime
Aujourd'hui 1er Mai assassiné
Car droits à tous niveaux piétinés
Malades, Pauvres, Femmes
pourchassé-es
Pour une histoire de blé
Actuelle et Eternelle liberté
Ô combien chérie et aimée
Les larmes de sang elle verse
Car nos âmes on transperce
1er Mai droit du travail
Heures rajoutées par humains de
paille

Liberté ne se demande pas
Elle ne demande pas pardon
Et se passe de permission



Manifester un 1er mai...

Hier soir à 19h00, (1er mai 2020) conformément à notre appel conjoint avec l'UCL nous nous sommes rassemblé-es devant l'hôpital du Mans, bien qu'un autre rassemblement ait eu lieu au même moment sur la place de la République. Malgré l'interdiction, nous avons estimé nécessaire de nous rassembler, en cette date hautement symbolique et historique, pour signifier que les contestations ne se dissolvent pas dans le confinement, qu'il est impensable de prétendre continuer à vivre, travailler, produire du capital pour le patronat... tout en étant privé-es des libertés collectives les plus élémentaires. À commencer par celle de crier l'aberration de la situation actuelle. Nous étions une quinzaine, puis une vingtaine, à s'être rejoint-es; nous sommes resté-es un temps sur le rond point et avons marché jusqu'aux urgences, de la musique dans la sono, de la joie au coeur de pouvoir enfin exercer nos droits politiques.

(suite page 3)



On affiche les couleurs !

En plus de la pandémie sanitaire à laquelle nous faisons face, se dessine partout dans le monde une contre offensive généralisée du Patronat et des pouvoirs étatiques. En France, les attaques contre nos droits se démultiplient: dérogations au code du travail, répressions des militant·es syndicaux·ales, criminalisation et violente répression des mouvements sociaux, contrôle et flicage de la population, exactions et assassinats dans les quartiers populaires, mise au pas de la presse, mensonges et mépris au plus haut sommet de la hiérarchie. La liste n'est malheureusement pas exhaustive.

À l'heure où nous écrivons, le déconfinement (capitaliste s'entend. Il ne s'agit pour l'heure que de nous ordonner de repartir au travail afin de ne pas mettre plus à mal les profits.) est prévu pour le 11 mai. Un déconfinement à la carte, sans garantie aucune que nous puissions à nouveau jouir de nos libertés collectives. Rien n'est fait pour que la population puisse se réunir dans de bonnes conditions sanitaires. Quid des masques et des tests ?

Au contraire, de larges secteurs de la vie humaine ont tout simplement été écartés des perspectives de déconfinement. Les pratiques sportives et culturelles ? Trop tôt. L'aménagement des lieux de culte ? Ce n'est pas notre problème. L'accès à l'IVG ? Bah... Tant pis. L'accès et la distribution de nourriture aux quartiers populaires ? Qu'il·les se démerdent!

La liberté de manifester et de réunion ? De quelles libertés nous parlez vous ?...

Tout ce qui n'est pas profitable à la classe capitaliste a été remis aux calendes grecques.

Pour autant, ces mêmes capitalistes et gouvernant·es ne pourront confiner notre colère trop longtemps. Si la situation n'explose pas, c'est bien parce qu'il·les peuvent compter sur notre sens des responsabilités qui fait que nous prenons au sérieux la crise sanitaire. Les hôpitaux soignent, les enseignant·es limitent la casse en télétravail, les postier·ères maintiennent le lien avec la consommation de base, les maraudes se font, la solidarité s'organise et la révolte, de plus en plus, pointe le bout de son nez.

Si de multiples initiatives se créent ici et là, comme par exemple la coordination nationale des AG et secteurs en lutte, qui se donne pour tâche de visibiliser et de développer l'auto-organisation des salarié·es, les coordinations par secteur ou des différents collectifs de citoyen·nes et/ou gilets jaunes, c'est qu'une profonde attente d'organisation et de perspectives de la part du Prolétariat émerge. Une conscience que le monde de demain devra être différent de celui d'hier se renforce jour après jour confiné. Si l'espoir est permis, il nous faut être vigilant·e et alerte à la situation très précaire à laquelle nous sommes confiné·es.

Encore aujourd'hui, de trop nombreux secteurs sont désertés par les organisations syndicales,

faute de moyens, par résignation et/ou répression patronale dès qu'une tête tente de se relever. Le syndicalisme comme moyen de lutte contre le patronat et comme modèle de substitution au modèle capitaliste peine à convaincre, plus par manque de visibilité que par manque de conviction ou de force de proposition.

Si de nombreux·ses militant·es anarcho-syndicalistes investissent les lieux de résistances et les coordinations, les relais dans les structures syndicales sont minimes et invisibilisés. Tout au plus, les militant·es servent de caution "radicale" aux directions empêtrées dans le dialogue social et la quête de reconnaissance.

Le projet d'émancipation collective et sans concession, ou syndicalisme révolutionnaire, même si il peut se passer, pour un temps, d'un syndicalisme de masse, ne pourra continuer d'exister si ses militant·es ne se regroupent pas dans une même structure syndicale.

Le projet que nous portons est bien différent d'un syndicalisme de cogestion et/ou "de transformation sociale". Il s'agit moins de "transformer" que de "faire" société. Et à ce titre ce projet nécessite un type d'organisation spécifique.

La crise sanitaire et sa récupération par l'Etat et le Patronat doit servir de base à une recomposition syndicale pour que se visibilise et matérialise toute la force du projet anarcho-syndicaliste, syndicaliste révolutionnaire.

(suite de la page 1)

Nous voulions ainsi attirer l'attention des patient-es et des soignant-es, compte tenu du vide des rues et du silence environnant. L'objectif était de leur exprimer notre soutien et de faire savoir que nous étions présent-es. Certain-es ont applaudi et remercié le personnel soignant; mais bien vite, après environ 5 minutes, quelques membres de ce personnel nous ont demandé de couper la musique plutôt que de diminuer le son ; illes nous ont dit qu'illes étaient d'accord "sur le fond, pas sur la forme". Nous avons marqué notre respect du personnel et des usager-ères en quittant les lieux, puisqu'illes nous le demandaient, et avons terminé notre rassemblement éclair sur le rond point, sans musique.

Voilà les faits.

Le choix de l'hôpital n'était sans doute pas le plus simple, compte tenu de la pression exercée sur ses équipes. L'impression a été de protester au nom d'un personnel qui n'a pas semblé l'apprécier en totalité. Comme si c'étaient nous les violent.es, les irrespectueux.ses, les insolent.es venu.es perturber la quiétude des lieux. Fort heureusement, ces mêmes personnes n'ont pas jugé nécessaire d'appeler la police.

C'est pourquoi nous tenions à rappeler que :

- La violence est avant tout celle de tenir un pays tout entier ligoté suite à la casse méthodique du service public depuis des années.
- La violence est celle de se contenter d'applaudir des hommes et femmes qu'un système a forcé-es à devenir des "héro-ïnes" parce qu'ils et elles oeuvrent sans moyens et qu'ils et elles le clament depuis des années sans être écouté-es.
- La violence est celle de réaliser des cartes de déconfinement liées de façon assumée à la saturation des services hospitaliers, comme si c'était un fait naturel, alors que les services et les lits ont été réduits de façon drastique au détriment de la qualité de soin, et aujourd'hui de la vie des patient-es.
- La violence, c'est de voir un proche mourir parce qu'un service public saturé n'a pas pu le prendre en charge.
- La violence c'est de se voir interdire de visiter un

proche malade, interdire de revoir ses mort-es, ni d'assister à leurs obsèques. De forcer les mères à accoucher seules, sans présence d'un proche, puis sans visite durant le séjour à la maternité. Les traumatismes suite au non respect de la vie comme de la mort seront nombreux.

- La violence c'est encore d'accepter les règles du jeu imposées par un État policier qui découvre à quel point il peut imposer ses décrets sans que personne n'y trouve rien à redire.

- La violence c'est notre passivité face à l'inacceptable qui s'annonce. Ce n'était pas grand chose que d'oser se rassembler, peut-être, que de marquer le coup un 1er mai, mais c'était déjà beaucoup pour nous, dans un contexte où aucun autre syndicat n'a invité à braver l'interdit gouvernemental. Qu'une partie de la population civile, et non pas la police, se soit chargée de "remettre de l'ordre", voilà ce qui est plus inquiétant. Ce qui est inquiétant aussi, c'est que les initiatives de mobilisation contre ce système alarment ceux et celles-là mêmes qui le subissent..

Mais nous n'osons pas imaginer un seul instant que l'attitude de celles et ceux qui nous ont interpellé-es représentent la totalité et même la majorité des salarié-es de ce site. C'est pourquoi nous réaffirmons notre soutien aux personnel·les en première ligne et notre volonté d'inviter à la lutte sociale face aux injustices de cette situation, dans l'esprit du 1er mai. Les souffrances et l'urgence ne doivent pas justifier la passivité et la résignation. C'était, et c'est encore aujourd'hui, notre message.

Merci à toutes celles et à tous ceux qui sont venu-es hier soir, gilets jaunes, militant-es politiques et syndicaux, écologistes. Le combat ne fait que commencer pour le déconfinement et nous vous donnons rendez-vous dès le 11 mai pour préparer ensemble un autre modèle social. Il est non seulement possible, mais indispensable.

Du côté des secteurs

TRAVAILLEURS SOCIAUX ET TRAVAILLEUSES SOCIALES : Les oubliés de la société

"Nous intervenons auprès de personnes fragiles en santé physique ou mentale, auprès de très jeunes enfants, mais aussi d'anciennes et d'anciens"

TRAVAILLEURS SOCIAUX ET TRAVAILLEUSES SOCIALES :

Un métier à hauts risques, personnel dont on ne parle que trop peu qu'elles ou qu'ils soient appelés à intervenir au sein d'une structure professionnelle et/ou institution d'État ou privée tout comme ceux et celles qui, avec le salaire de la peur et la misère sont indépendant-es.

Nous intervenons auprès de personnes fragiles en santé physique ou mentale, auprès de très jeunes enfants, mais aussi d'anciennes et d'anciens que l'État a abandonné qui vivent dans des sites très isolés, auprès des familles en immense difficulté suite à la perte d'un proche ou à la maladie de l'un des deux parents ou à la maladie d'un parent isolé.

Commençons par un peu d'Histoire:

Les premières travailleuses sociales ont fait leur apparition dans l'entre-deux guerres. Elles n'étaient pas nombreuses et étaient seulement assignées à récupérer et placer des enfants abandonnés de leurs parents et de la société. Une époque douloureuse où femmes

étaient spoliées et maltraitées au point d'avoir des enfants, de très nombreux enfants, sans le vouloir, car à cette époque, on ne parlait pas de viol conjugal et aucune contraception n'existait ; une époque où l'homme était le roi de la maisonnée car les femmes avant 1965 n'avaient pas le droit de travailler ni d'avoir un compte bancaire sans le consentement de leur mari.

Des nourrissons étaient déposés aux portes des couvents ou parfois même sur le parvis des églises. En ce temps, une femme pouvait mettre au monde jusqu'à douze enfants.

L'État envoyait alors ces premières travailleuses sociales, ces femmes que l'opinion trouvait méprisables car sévèrement vêtues et allant même la nuit récupérer des enfants en danger.

Avec la modernisation et les mouvements sociaux et populaires des années 68 à 75, ce métier s'est étendu en secteurs d'activité, mais seulement dans les textes, car l'État bien entendu encore en ce temps, n'avait aucun moyen d'aide spécifique aux besoins des femmes

seules, affreusement nommées filles-mères.

1971, émergence des premières allocations familiales... On se souvient de 38 francs par enfants et par mois, déjà insuffisants à cette époque.

Il a fallu attendre 1984 pour que le métier de travailleuse sociale et celui de travailleur social soit classifié en secteur sanitaire et social malgré la loi du 1er Janvier 1978 relative aux droits des familles à bénéficier d'une aide sociale humaine pour accompagner l'éducation des enfants ou fournir des aides alimentaires.

Puis en 1996, le métier de travailleuse sociale indépendante et travailleur social indépendant apparaît suite au dégoût magistral de certaines courageuses personnes qui n'étaient et ne sont toujours pas en accord avec les méthodes d'aides sociales étatiques.

Classification : Sanitaire et Social ; donc le postérieur entre deux chaises pour énormément d'entre elles et eux : Santé et Éducation.

"Il a fallu attendre 1984 pour que le métier de travailleuse sociale et celui de travailleur social soit classifié en secteur sanitaire et social"

"Rappel : Burn Out supprimé de la liste des maladies professionnelles."

Au sein des foyers de l'aide sociale à l'enfance, un enfer vécu à cause des pressions hiérarchiques et du comportement débordant de colère et de tristesse d'enfants qui se sentent trahis et qui sont séparés de leurs familles pour différentes raisons. Oubliés les week-ends car les enfants ont besoin d'un cadre constant.

Dans les services sociaux départementaux : de moins en moins d'aides car quotas d'aides financières et humaines toujours mises au plus bas alors que, partout en France, la misère est omniprésente, pressions hiérarchiques car bien souvent des dossiers qui n'en finissent plus sur le bureau et qui "trainent en longueur" par lenteur

administrative voulue, un domaine où même il est de moins en moins permis d'être malade car la hiérarchie n'aime pas les arrêts maladies. Rappel : Burn Out supprimé de la liste des maladies professionnelles.

Restent les indépendantes et indépendants : non écouté-es, incompris-es, méprisé-es elles et ils ne comptent pas leurs heures travaillant des week-ends d'affilée. Elles et ils travaillent sans le soutien des collègues car en indépendance on est seul. La majorité payé-es au CESU survivant-es au RSA Activité.

Travailleuses et Travailleurs du Sanitaires et Social : Les oublié-es de la société.

LA PESTE ou la COVID 19



Après avoir nié les risques sanitaires dûs au coronavirus, La Poste profite des largesses de l'Etat pour réorganiser ses services et porter un coup fatal au métier de la distribution.

Rappel des faits.

Dès le début du confinement, La Poste a dû faire face à une vague de droits de retrait de la part de ses agent-es.

Bien conscient-es des dangers qui pesaient sur elleux, de nombreux-ses salarié-es ont signifié à

l'entreprise publique que les conditions sanitaires n'étaient pas de nature à les protéger.

Après avoir usé de pressions et de menaces, La Poste (n'hésitant pas, dans un premier temps, à interdire les visites des représentant-es du personnel, à contester les droits de retraits, à passer outre les CHSCT) a dû céder, devant l'évidence du risque et la détermination des agent-es, à réduire ses activités afin de protéger, et le personnel, et les usagers-ères. Si les postiers-ères de la distribution ont pu souffler un peu avec la mise en place d'un trois jours de travail par semaine sans perte de salaire, ils-elles doivent subir désormais une attaque sans précédent sur leurs conditions de travail au travers d'une réorganisation nationale, décidée unilatéralement par La Poste et sans lien aucun avec la crise sanitaire.

"Ce que l'avenir vous promet, La Poste vous l'apporte"

Slogan de La Poste en 2001

Un régime de travail unique, sur tout le territoire national, sans concertation avec les organisations syndicales, au mépris des souhaits du personnel et des réalités locales. Le retour du 6 jours sur 7 et la fin du concept de quartier lettre.

Avec un cynisme pas même caché, La Poste tente d'acheter le personnel pour revenir insidieusement sur les tournées.

Finis les repos de cycles et les régimes de travail, pourtant encore soumis à des accords. Ce sera un 35h sur quatre semaines, avec trois samedis de repos sur quatre. Alléchant ! Surtout pour La Poste si, ce faisant, elle économise sur la force de travail et qu'elle ne respecte plus ni le périmètre des tournées, ni le courrier prioritaire.

Le samedi, les facteurs-trices n'emporteront exclusivement que les colis et la presse quotidienne. Sur 3 ou 4 tournées par agent-es... Les postiers-ères et les usagers-ères apprécieront.

Un quartier lettre, c'est une tournée. Avec un périmètre stable (encore que... avec les restructurations incessantes, de fait, des tournées sont purement et simplement supprimées tous les deux ans. Les agent-es des quartiers lettre restants, devant se partager les tournées supprimées subissent une augmentation de leur charge de travail sans augmentation de salaire...). Avec un-e agent-e attiré-e qui peut ainsi assurer un travail de lien social de qualité avec les usagers-ères et des conditions de travail plus confortables, puisque l'agent-e ne change pas de tournée tous les jours... Ce confort de travail (somme toute relatif), est conditionné avec un grade le plus bas.

Alors que dans de nombreux bureaux les agents-es demandent, légitimement, une prime COVID de 1000 euros, La Poste entend compenser ces derniers-ères en versant une prime de 7 euros brut

par samedi travaillé. (soit, à la louche : pas même 100 euros)

Revenir sur le périmètre des tournées c'est casser le service public de la distribution, dégrader les conditions de travail des facteurs-trices (les tournées du samedi peuvent atteindre 300 kms en milieu rural) et briser le lien de proximité avec la population.

Si l'entreprise publique peut compter sur l'effet de surprise et la crise sanitaire, en passant largement outre les CHSCT, elle ne pourra confiner trop longtemps la colère des facteurs et factrices à qui elle fait subir depuis une dizaine d'années restructuration sur restructuration.

Pour toutes questions relatives à l'entreprise La Poste, contacte ton syndicat CNT STICS 72

Syndicat des Travailleur·ses de l'Industrie du Commerce et des Services
06 33 62 59 17



L'épiphanie de M. le Recteur de Nantes : Mythe ou Réalité ?

Mr Marois, Recteur de l'Académie de Nantes nous a enjoint le 19 mai à « une vaste action pour renouer avec les décrocheurs et convaincre les familles de les faire revenir », en mobilisant « toutes les forces de l'Éducation Nationale » : chef-fes d'établissements, IEN, IA-DASEN, enseignant-es, CPE, COP, infirmier-ères, AED, et même volontaires du service civique.

Nonobstant le fait que le Code de l'Éducation prévoit dans l'article R131-4 qu'en cas d'absentéisme récurrent, seul-es les IA-DASEN sont responsables de la mise en place en urgence d'un contrôle de l'instruction des élèves concerné-es, Mr Marois fait encore peser une lourde culpabilité sur les travailleur-ses de l'Éducation et sur les familles d'élèves en difficulté.

Comme à son habitude, le Recteur veut nous faire croire à son héroïque philanthropie qui n'aurait d'autre visée que celle de l'avenir des élèves.

Tout d'abord, ce soudain intérêt est

beaucoup trop subit pour être crédible. À croire que les élèves en difficulté ne sont apparus qu'à partir du 13 mars 2020... Cela fait pourtant des décennies que la CNT-FTE et beaucoup de travailleur-ses de l'Éducation tirent la sonnette d'alarme et se mobilisent au quotidien sur le terrain pour pallier avec des bouts de ficelle aux manquements du système en place. Nombre d'entre elleux en sortent désabusé-es mais continuent malgré tout, d'autres en viennent à mettre fin à leurs jours, comme Christine Renon, ou d'autres moins médiatisé-es.

Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de nier les besoins des élèves et des familles en grande difficulté, ni de nous décharger de cette responsabilité, loin de là. Le décrochage scolaire est bien une réalité à prendre en compte, mais les responsables ne sont ni les familles, ni les travailleur-ses de l'Éducation : c'est le système lui-même, et il est temps d'en changer.

Nous n'avons pas attendu les conseils de Mr Marois pour tenter de nous emparer du problème autant que faire se peut. Ce travail, énorme s'il en est, nous le faisons déjà, tous les jours qui plus est. Le problème ne vient pas non plus du fait que nous ne nous sentirions pas légitimes à nous acquitter de cette tâche. Non, bien entendu, car c'est la responsabilité de tou-ttes. Et c'est sans doute là que le bât blesse : les années passent, et le sentiment d'être seul-es à endosser ce travail essentiel sans soutien de nos dirigeant-es ne fait que s'accroître. Comment, en effet, croire en une posture apparemment soucieuse des élèves, quand les postes et les moyens ne cessent d'être supprimés, quand nos demandes restent ignorées, et quand notre travail perd le sens des réalités ? Nous n'y trouvons plus sens, et pourtant, nous voulons croire en son caractère indispensable.

"Cela fait pourtant des décennies que la CNT-FTE et beaucoup de travailleur-ses de l'Éducation tirent la sonnette d'alarme et se mobilisent au quotidien sur le terrain"

L'école de demain n'a pas besoin de culpabiliser encore davantage les travailleur·ses et les familles d'élèves déjà rendues trop responsables des difficultés de leurs enfants.

- L'école doit tout d'abord se doter des moyens de venir en aide à celles et ceux qui en ont le plus besoin : rouvrir tous les postes de RASED supprimés ces dernières années et en créer de nouveaux, rouvrir toutes les classes ULIS et leur adjoindre davantage d'enseignant·es pour travailler efficacement, donner de réels moyens au dispositif « Plus de maîtres que de Classes », qui n'est pour l'instant resté qu'un effet d'annonce, trop peu suivi de changements concrets.

- De plus, l'école doit s'emparer des changements sociétaux qui s'annoncent et y préparer tou·tes les élèves. L'urgence climatique et les effets chaque jour plus délétères du capitalisme rendent obsolètes de nombreux apprentissages et pédagogies. Quelle est aujourd'hui la pertinence de maintenir, par exemple, des sections CAP Mécanique Automobile ou Baccalauréat Professionnel Commerce, secteurs voués à disparition dans un proche avenir et générateurs de chômage ?

Nous voulons des cours de sensibilisation à la décroissance réelle, et non au capitalisme vert.

"L'école doit s'emparer des changements sociétaux qui s'annoncent et y préparer tou·tes les élèves."

Nous voulons des moyens pour que chaque élève puisse avancer à son propre rythme sans être sanctionné·e par le couperet d'un examen ou d'une valeur chiffrée compétitive et culpabilisante.

Nous voulons des enseignements diversifiés et ouverts en matière d'économie et de gestion, sans que des notions autres que celles du libéralisme ne soient qualifiées « d'orientées », comme si les notions libérales, elles, ne l'étaient pas.

Nous voulons que l'apprentissage d'un esprit critique soit concomitant à l'apprentissage d'un savoir-faire, sans l'idée nauséabonde que certain·es élèves ne seraient pas capables d'être autre chose que de simples exécutant·es. Exploiter leurs difficultés pour en faire des pions corvéables du capitalisme est criminel et teinté d'un réel cynisme. Ces pratiques doivent cesser.

L'Éducation Nationale ne peut plus, et ne doit pas, être uniquement une usine de production de main d'œuvre au service du capital. Nos élèves méritent mieux, et nous aussi.



Expression de l'Union Locale

Le syndicalisme intégral, voie pour une autre société

Par l'union locale des syndicats CNT du Mans et de la Sarthe



Il y a deux domaines fondamentaux pour s'investir dans notre syndicalisme :

il est certes un groupement de résistance qui doit mener l'action revendicative quotidienne sur le terrain de la lutte économique mais ce n'est qu'un aspect de sa mission.

Il doit encore préparer l'émancipation intégrale et devenir le modèle de la société future en vue du changement social ; deux voies parallèles qui en se croisant et en se confondant nous permettent de dépasser les contradictions issues parfois de notre pratique quotidienne.

Le point commun à ces deux domaines et la particularité de ce syndicalisme, c'est la méthode utilisée qui repose sur deux principes : tout est d'abord basée sur la pratique, puis sur la recherche d'autonomie, tant aux échelles individuelles que collectives.

S'appuyer sur les pratiques pour aller vers des utopies concrètes

L'accent mis sur les pratiques favorise l'empirisme : ce sont les faits, les actes, les expériences, les essais, les vécus de solutions, tous pétris d'échecs et de victoires, qui fabriquent par itérations les modèles et qui forment les consciences par ce qu'ils induisent. L'importance des pratiques conduit logiquement à un certain pragmatisme : les conséquences d'un acte valide ou non les idées. C'est un chemin qui se dessine en avançant. Tout ce qui n'est pas fondé sur les expériences n'est que pure spéculation comme

l'affirme Proudhon. Ces pratiques doivent donc être en cohérence avec les buts poursuivis, aussi vrai que les moyens, les pratiques, déterminent les fins, les intentions. Plus globalement cette cohérence consiste à prendre le contre pied de ce qui est mauvais, négatif et mortifère : nous ne savons pas définir ce qu'est le bien comme absolu, parce que sinon nous serions dogmatiques voire religieux, mais nous pouvons faire l'inverse de tous les actes que nous voyons comme

hostiles à l'humanité et propres au capitalisme ou à toutes formes de bureaucraties brutales, unis par le délire de l'hyperconcentration et de l'hégémonie. Ces pratiques sont donc indissociables de la recherche d'autonomie et de la coopération entre pairs, pierre angulaire du combat contre la hiérarchie et de la limitation de l'avidité (parce que faire par soi-même est la seule vraie entrave à l'accaparement de par « l'irritabilité » due aux efforts à consentir).

"Avec les pratiques et l'autonomie comme principes d'action, les syndicats peuvent donc agir à deux niveaux dans une perspective révolutionnaire."

L'autonomie privilégiée et recherchée partout et tout le temps

L'autonomie est la condition première de la liberté. Que ce soit dans la lutte, dans l'organisation ou dans toutes les œuvres nécessaires à l'existence, l'idée est de s'émanciper le plus possible de toutes tutelles pour se réaliser et atteindre ses objectifs. C'est pourquoi nous favorisons l'entraide et la partage de connaissances, la rotations des tâches et des responsabilités, les prises d'initiatives et de paroles, les outils maitrisables par l'humain. L'autonomie devient ainsi une sorte de décentralisation et réappropriation tous azimuts des composantes du pouvoir. C'est à partir de l'autonomie que nous

pouvons nous associer et coopérer par le fédéralisme.

Mais pour que cela fonctionne, il faut bien entendu tenir compte des rapports de domination qui structurent les relations entre les individu-es en fonction de leur genre, de leur racisation, de leur handicap ou aspect physique. Celles et ceux qui sont socialement infériorisés doivent bénéficier d'espaces et de recours supplémentaires pour compenser ce qui entrave leur autonomie par rapport aux dominant.es. Il convient aussi d'annuler la domination sur la nature perçue comme un réservoir de biens que l'on peut piller, exploiter et

maltraiter à volonté.

Donner la priorité à l'autonomie est donc une forme d'ascèse, car on ne choisit pas la facilité, et de sobriété car on ne peut pas avoir d'ambition qui dépasse ce que nous sommes en capacité immédiate de réaliser avec les ressources dont nous disposons.

Avec les pratiques et l'autonomie comme principes d'action, les syndicats peuvent donc agir à deux niveaux dans une perspective révolutionnaire.

L'indispensable action revendicative quotidienne

« Le syndicalisme lutte pour l'augmentation des salaires, la diminution de la durée du travail et l'amélioration des conditions de travail. En cela, notre syndicalisme ne se distingue pas des autres syndicats (sauf dans certains cas, comme celui de l'augmentation des salaires, où nous préférons exiger des augmentations différenciées inversement proportionnelles aux salaires plutôt que des augmentations uniformes). Mais, parce que révolutionnaire, notre syndicalisme replace la revendication dans le contexte politico-économique et par

rapport à son objectif révolutionnaire, renforçant ainsi la fonction formatrice de l'action revendicative ; il développe des armes spécifiques à côté des moyens de lutte légaux ou traditionnels ; il étend la revendication à tous les secteurs de la société. » (d'après un texte de présentation de la CNT) L'autonomie s'incarne ainsi dans l'action directe c'est-à-dire « l'action des travailleur-ses elleux-mêmes » .

Mais l'action revendicative est aujourd'hui confrontée à un problème historique : le chômage

de masse et le précairet affaiblissent son rapport de force. Bon nombre d'actif-ives travaillent par intermittence, sans véritable attache professionnelle. Illes ne peuvent pas participer à des collectifs de travail et ne croient plus dans le métier ou même le travail comme identité commune. Illes pourraient cependant participer à l'autre objectif de notre syndicalisme : bâtir l'embryon du monde nouveau.

"les Bourses du Travail [...] pratiquaient notamment l'alphabétisation, tenaient des bibliothèques, offraient des formations professionnelles afin de mettre en œuvre concrètement l'idée d'autonomie de la classe ouvrière."

Faire contre-société, l'autre besogne

« Notre syndicalisme a aussi vocation à un « travail de quartier ou de village ». Dans l'avenir, à mesure que se multiplieront les syndicats, on devrait pouvoir comparer un ensemble de syndicats réunis dans des unions locales à ce qu'étaient, au début du siècle, les Bourses du Travail. Celles-ci pratiquaient notamment l'alphabétisation, tenaient des bibliothèques, offraient des formations professionnelles afin de mettre en œuvre concrètement l'idée d'autonomie de la classe ouvrière. Ainsi passe-t-on à l'organisation de lieux de vie gérés par les travailleur-ses, véritables outils de contre-pouvoir. Par là, l'union locale est l'embryon de la communauté en période révolutionnaire. L'UL peut décider la mise en place de formations syndicales, juridiques, sociales et économiques. »

Le syndicalisme se pose donc comme une sorte de « contre-société » : il s'agit, comme l'indiquait Ballivet en 1878, de « provoquer, dans le sein même de la société actuelle, l'organisation de la société libre de l'avenir : de sorte que le jour où le développement social amènera la mort de la société bourgeoise, la société nouvelle soit à côté, toute prête pour la remplacer ».

C'est pourquoi l'autoproduction alimentaire, d'objets ou de services

ou la réparation de biens de consommation utiles les plus courants constituent également une sphère d'activité socialisée qui préfigurent et préparent la société autogérée que le syndicat peut mettre en place. Elles permettent de gagner en compétences et de donner libre cours à son propre développement. Ces activités seront aussi utiles pour réduire la dépendance de chaque communauté locale vis-à-vis des activités les plus productives et centralisées qui satisfont actuellement la totalité des besoins primaires. Comme le précisait André Gorz, ces activités basées sur l'autonomie correspondent à ce que « les individu-es produisent de façon autonome, hors marché, seul-es ou librement associé-es, des biens et services matériels et immatériels, non nécessaires (dans le sens où il n'y a pas de recherche systématique d'autosuffisance totale-ndlr) et conformes aux désirs, aux goûts et à la fantaisie de chacun-e ». L'objectif est donc d'engager une rupture avec le consumérisme, qui flatte le narcissisme et l'individualisme possessif. Il s'agit de reconnecter la production avec la consommation.

Cette activité rejoint un ancien service qu'offrait parfois les bourses du travail, à savoir l'action coopérative. F. Pelloutier explique que cela se justifiait par le fait que « les syndicats percevaient la

nécessité de compléter leur œuvre de lutte par une œuvre d'économie, de ne pas travailler seulement à la protection du salaire, mais aussi à l'élimination des causes d'affaiblissement de la puissance d'achat. » c'est-à-dire de produire ou de se procurer collectivement ce dont on a besoin.

Dans ce contexte, le dépassement du salariat est à la fois une revendication de lutte et un pré-requis pour toute initiative et activité développées ensemble. À la fois dans le syndicat comme dans toutes les pratiques de contre-société, il n'est pas envisageable de salarier qui que ce soit. À chaque nouveau besoin, nous devons imaginer une solution collective qui fait appel à nos ressources propres, sans avoir à acheter la force de travail de qui que ce soit ni à recourir à des financements ou des marchandises externes.

Le confinement imposé par la crise sanitaire, qui n'est rien d'autre qu'une crise environnementale provoquée par la cupidité capitaliste, ont montré à quel point nous sommes dépendant-es de l'économie de marché et des rapports marchands pour notre propre survie, notamment alimentaire.

La nécessité de s'adapter au monde de maintenant

Nos syndicats ont donc décidé d'orienter encore davantage leurs ressources et leurs temps militants pour mettre en œuvre toute la partie du syndicalisme intégral qui concerne le développement d'activités de contre-société.

Face à l'urgence alimentaire qui s'annonce, notre premier choix est de créer un groupe d'autoproduction alimentaire dont les objectifs principaux ne sont pas uniquement de satisfaire nos besoins individuels, mais de constituer des réserves de solidarité pour les plus pauvres et d'inviter ces populations à nous rejoindre pour contribuer à leur propre autonomie. Ce faisant, nous renouons avec une ancienne pratique qui a existé dans les premiers syndicats d'avant 1914 : le

secours mutuel. Les défaillances de l'État sont patentées : il se fait chaque jour un peu plus l'allié et le défenseur du patronat en mettant en œuvre des réformes qui détruisent nos conquies sociaux. Il est donc urgent de commencer à nous réorganiser pour pallier à ses insuffisances.

D'autres projets sont possibles ! Nous sommes prêt-es à nous associer à toute initiative qui va dans le même sens et nous-mêmes pourront en proposer dans les prochains mois.

"Nos syndicats ont donc décidé d'orienter encore davantage leurs ressources et leurs temps militants pour mettre en œuvre toute la partie du syndicalisme intégral qui concerne le développement d'activités de contre société. Face à l'urgence alimentaire qui s'annonce, notre premier choix est de créer un groupe d'autoproduction alimentaire"



1906 - Bourse du Travail, rue du Château d'Eau, Paris, 75010



Sommaire

- Page 1 Edito ; Manifester un 1er mai
- Page 2 On affiche les couleurs
- Page 3 Manifester un 1er mai (suite)
- Page 4 Du côté des secteurs
- Page 9 Le syndicalisme intégral, voie pour une autre société
- Page 13 Je ne meurs pas d'un virus...


<http://cnt72.lemanscipe.lautre.net>
interco72@cnt-f.org